

VREDESACTIE

AGIR POUR LA PAIX

Dossier de presse 25 mars 2019

ARMES BELGES ATTISENT LE CONFLIT AU YEMEN

Le 25 mars, la guerre au Yémen entre dans sa cinquième année. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes de faim, de violences et de maladies. Selon l'ONU il s'agit de la plus grave crise humanitaire au monde. Cette guerre est accompagnée de violations massives des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Entre-temps, de plus en plus de preuves émergent sur l'utilisation d'armes belges par les parties belligérantes au Yémen. Néanmoins, les exportations d'armes belges se poursuivent sans relâche.

Quelles sont les entreprises belges impliquées dans l'armement des parties opposées au Yémen ? Qui obtient ces armes et à quoi servent-elles? L'industrie wallonne de l'armement est clairement la partie la plus impliquée, mais les armes flamandes arrivent au front par un détour. Au niveau international la résistance à ces livraisons d'armes s'amplifie. Il est grand temps que la Belgique rejoigne le groupe grandissant de pays qui s'opposent résolument aux exportations d'armes vers la coalition saoudienne au Yémen.

FN HERSTAL: POURVOYEUR D'ARMES LEGERES EN ARABIE SAOUDITE

FN Herstal est sans aucun doute le pourvoyeur principal d'armes légères pour le régime saoudien. De tous les pays européens, la Belgique est certainement le plus grand vendeur d'armes légères à ce pays. Les données de l'Union européenne nous montrent que, depuis 2003, la Belgique a approuvé plus de 1 milliard d'euros de licences d'exportation pour des armes à feu vers cette destination. C'est presque 10 fois plus que le Royaume-Uni, qui arrive à la deuxième place avec 150 millions euros !

L'Arabie saoudite est notoirement connue pour la revente d'armes légères à toutes sortes de groupes armés. C'est également le cas au Yémen. La chaîne de télévision allemande Deutsche Welle a diffusé un documentaire fin 2018 dans lequel des armes à feu de FN Herstal apparaissent en évidence dans les mains de la milice Abu Abbas. Cette milice est liée à Al-Qaida. La destination finale originale ? L'Arabie Saoudite.

Amnesty International a également publié cette année un rapport sur l'utilisation des fusils FN Minimi au Yémen par des milices armées. Ces fusils avaient les Émirats Arabes Unis (E.A.U.) comme destination finale originale. La milice Giants Brigade, est connue comme hautement islamiste et est impliquée dans des batailles pour la ville portuaire de Hodeida. C'est entre autres ces batailles là, dans la ville portuaire, qui a provoqué la famine, causant la mort de plus de 85 000 enfants. Au début 2018, le premier ministre wallon Borsus a déclarée ne plus approuver d'autorisations pour les E.A.U. à cause de l'implication du pays dans la guerre au Yémen.

Toutefois, les données de la Banque nationale ont montré que le flux d'armes légères ne s'arrête pas. En 2018, la région wallonne a exporté 14 907 701 euros d'armes et de munitions aux E.A.U.

→ Territorium	Waals gewest					
→ Land	Verenigde Arabische Emiraten					
→ Concept	Nationaal					
→ Datatype	Waarde in euro					
→ Frequentie	Maandelijks					
→ Periode	2018M1	2018M2	2018M5	2018M10	2018M11	2018M12
→ Flow	Uitvoer					
	▲ ▼	▲ ▼	▲ ▼	▲ ▼	▲ ▼	▲ ▼
→ Producten						
XIX: Wapens en munitie; delen en toebehoren daarvan	1 321 155.5	4 403 069.5	19 000	89 570	2 259 227.1	6 815 680

[https://](https://stat.nbb.be/Index.aspx?DataSetCode=COMEXT&lang=nl#)

stat.nbb.be/Index.aspx?DataSetCode=COMEXT&lang=nl#

Le gouvernement wallon a l'obligation légale de tenir compte de l'impact sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire lorsqu'il accorde des licences d'exportation d'armes. Cela ne semble cependant pas être le cas; c'est ce que le Conseil d'État a conclu après une plainte de la CNAPD et de la Ligue des droits de l'homme en juin 2018.

Le Conseil d'Etat a annulé pour cette raison six licences accordées par le gouvernement wallon pour l'exportation d'armes légères FN vers l'Arabie saoudite :

"Le Conseil a établi que [...] la Région wallonne n'a pas démontré concrètement qu'elle remplissait méticuleusement et a soigneusement étudié les critères énoncés dans le décret du 21 juin 2012 sur l'importation, l'exportation, le transit et le transfert d'armes à usage civil et de produits liés à la défense. "

La décision souligne que les considérations relatives aux droits de l'homme et au droit international humanitaire sont pas prises en considération comme elles le devraient dans la politique d'exportation des armements wallons. Aujourd'hui, ce sont les Yéménites qui paient les conséquences de ce manquement.

“CONTRAT D'ARMEMENT... DU SIECLE”

Mais FN Herstal n'est pas la seule impliquée. La société belge d'armement moins connue, CMI Defence, fournit du matériel de guerre à la coalition saoudienne. La société produit principalement des tourelles pour des véhicules blindés. Une tourelle est la plate-forme rotative des chars de guerre sur laquelle une mitrailleuse ou un canon est installé. Et ,non, il ne s'agit donc pas vraiment une partie négligable.

Depuis 2000, CMI Defence collabore avec la firme Canadienne General Dynamics pour la production des véhicules blindés pour la garde nationale saoudienne. Au cours des vingt dernières années, 224 LAV-AGs de la garde nationale saoudienne ont été équipés avec ces pièces belges.

Selon les données de SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, la Belgique a livré dans la période 2000-2004 130 tourelles, en 2006 10 autres et, en 2011-2014 un nombre de 84.

En 2014, CMI Defence a réussi à obtenir un contrat de 3,2 milliards euros pour la fourniture de 238 tourelles supplémentaires, dont 119 d'un type plus lourd que 105 mm. Ce contrat a été étiqueté comme «le contrat de vente d'armes du siècle». Dans les e-mails qui ont été divulgués des fonctionnaires canadiens, ils qualifient celui-ci de cette façon : "The Big One Has Landed".

Le contrat Belgo-Canadien a également une connexion française. En 2015, la presse française rapporte qu'en Lorraine le gouvernement local a octroyé une subvention de 600 000 euros pour un campus de CMI Defence sur des sites militaires abandonnés dans le village de Commercy. Jusqu'en 2020, CMI Defence formera là des soldats saoudiens, sur le campus, en utilisant des véhicules canadiens et des armes belges associées.

A côté de CMI Defence, la firme wallonne de munitions MECAR joue également un rôle important, étant donné qu'il est le seul fournisseur de munitions pour le 224 90mm LAV-AGs de la Garde Nationale Saoudienne.

Le gouvernement wallon a toujours affirmé que les tourelles de CMI Defence ne sont pas utilisées pour la guerre au Yémen. Le premier ministre Wallon Borsus a déclaré au début de l'année dernière que :

«Les destinataires des licences d'exportation Wallonnes en Arabie saoudite sont les Gardes Nationaux et Royaux. La Garde Nationale surveille la frontière et les lieux stratégiques du pays». [Ils sont] "En aucun cas l'intention d'effectuer des opérations militaires en dehors de l'Arabie saoudite."

Cependant, cette déclaration n'est pas exacte. Déjà en 2015, le roi saoudien avait déjà donné à la Garde Nationale le commandement de se battre au sein de Yémen. Il y a du matériel visuel qui apparaît régulièrement qui montre la présence de la Garde Nationale et de ses LAVs au Yémen. Après plusieurs offensives échouées dans le nord du Yémen, l'Arabie saoudite a laissé la guerre terrestre à toutes sortes de milices locales et aux troupes des Émirats Arabes Unis. Mais dans la zone frontalière, la bataille s'est poursuivie et depuis la fin de 2018, le déploiement des forces terrestres militaires au Yémen augmente. Plusieurs sources confirment qu'il s'agit de la Garde Nationale Saoudienne. Entre le début de 2018 et le mois de novembre de cette année, l'Arabie saoudite a augmenté ses forces terrestres militaires au Yémen, en passant de moins de 1000 soldats à 3000, dont six unités de la Garde Nationale. Ce nombre a été augmenté encore une fois au début de 2019.

En outre, ce n'est pas la première fois que le matériel de CMI Defence apparaît dans la guerre au Yémen. Pendant les premiers jours de la guerre, le Qatar utilisait les véhicules blindés Piranha II équipés du canon 90mm de CMI Defence. Ici aussi, MECAR est le seul fournisseur de munitions.

L'Accord Canado-Belge est de plus en plus attaqué. À la fin de l'année dernière, le président Canadien Trudeau a déclaré rechercher les possibilités de mettre fin au contrat. Il n'est toujours pas clair si il le fera vraiment. CMI Defence semble de son côté n'a aucun doute. Fin Janvier, CMI a

conclu un accord avec le régime saoudien pour ouvrir une usine en Arabie saoudite. En procédant de cette façon, CMI va pouvoir se passer des licences d'exportation wallonnes.

FLANDRE: UTILISATION FINALE INCONNUE

Depuis plusieurs années, le gouvernement flamand poursuit une politique d'exportation des armements plus prudente que ses homologues Wallons. Depuis l'automne de 2017, aucune licence n'a encore été approuvée pour l'Arabie saoudite.

Le secteur de l'armement flamand est plus petit que celui de la Wallonie et il concerne principalement des pièces qui attirent moins l'attention, comme des moniteurs et des systèmes radars pour des systèmes d'armes plus grands. Cependant, la politique flamande en matière de contrôle des exportations d'armements est tout sauf transparente. Pour 60 à 70% des exportations d'armes autorisées par la Flandre, l'utilisation finale est inconnue. Il y a donc encore toujours la possibilité que les pièces flamandes se terminent en Arabie saoudite par un chemin détourné.

Des recherches montrent que diverses armes sont déployées dans la guerre au Yémen, des armes qui contiennent également des parties flamandes. L'exemple le plus frappant est l'Eurofighter Typhoon. Il s'agit d'un avion de chasse déployé par l'Arabie saoudite pour le bombardement du Yémen. Avec ces bombardements, l'Arabie saoudite est coupable de violations généralisées des droits de l'homme, d'innombrables citoyens ont été tués. La firme Belge Advionics (qui portait avant le nom d'EADS) a fabriqué les systèmes radar de cet avion.

D'autres entreprises flamandes sont également impliquées. Barco (qui fait maintenant partie de l'American Esterline) a, selon l'Institut Flamand de la Paix (Vlaams Vredesinstituut), livré des systèmes de gestion de combat pour la production des navires Corvette des Émirats Arabes Unis. Ces navires ont été déployés pour le blocus naval du Yémen. La famine actuelle dans le pays est le résultat direct de ce blocus naval.

Une usine de Malines, VAREC, fabrique des pièces pour des chenilles. Ces pièces flamandes peuvent être trouvées sur les voitures blindées M113 de l'armée saoudienne et les M109-obusiers des Émirats Arabes Unis. Les véhicules blindés M113 ont été assemblés en Turquie par la FNSS pour ensuite être exportés vers différents pays de la péninsule arabique. Au Bahreïn ils ont été utilisés pour la répression violente de la révolte en 2011 (<https://www.youtube.com/watch?v=BEEsJTgIUbo>, voir à 0:48). Les M113 Saoudien sont entièrement déployés au Yémen. Les obusiers M109 des Émirats Arabes Unis ont été repérés au Yémen depuis 2015, et sont maintenus par la société Rheinmetall que VAREC approvisionne.

EMBARGO D' ARMES BELGES ET EUROPÉENS CONTRE L'ARABIE SAOUDITE

Ce dossier montre comment la Belgique est directement impliquée dans l'une des guerres les plus brutales et sanglantes dans le monde entier, à la fois par des livraisons d'armes dans le passé et dans le présent.

Cela contraste fortement avec les critères de droits de l'homme énoncés dans la **Position Commune 2008/944/ PESC** afin d'établir des règles communes pour le contrôle des exportations de biens et de technologies militaires, sur la base desquelles les États membres de l'UE devraient refuser les licences d'exportation d'armes en cas de violations graves du droit international humanitaire.

Çela montre, d'une part que l'évaluation des risques dans le passé était beaucoup trop laxiste, et

d'autre part, et c'est encore plus incompréhensible, que les livraisons d'armes ont encore lieu aujourd'hui. Les différents Etats membres de l'UE et les régions belges sont donc eux-mêmes coupables.

La Région Flamande refuse d'octroyer des licences sur cette base depuis 2017, mais fait d'autre part preuve de peu d'effort pour savoir où une grande partie de son exportation se termine. La Région Wallonne feint de respecter ce règlement de l'UE mais l'ignore complètement dans la pratique.

Agir pour la paix et Vredesactie appellent à la stricte mise en œuvre de ces critères de droits de l'homme. Les licences d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis et d'autres pays luttant au Yémen doivent être refusées. Il faut mettre en place de réels embargos d'armes et le gouvernement belge doit également demander un embargo au niveau européen.

Pour plus d'information contactez: Bram Vranken: bram@vredesactie.be